



UNIVERSITÉ
LAVAL

Institut québécois
des hautes études internationales

Les ambiguïtés des relations turco-israéliennes

Très en colère, le Premier ministre turc a manifestement réussi son coup d'éclat face à Shimon Peres en janvier 2009, lors d'une réunion organisée à Davos. Le geste de Recep Tayyip Erdoğan, qui a quitté le panel consacré à la situation de Gaza en claquant la porte et en affirmant qu'il ne remettrait plus les pieds à Davos, a été salué dans le monde arabo-musulman, y compris par le Hezbollah, le Hamas ou encore le Président iranien. Même l'opposition turque, qui ne cesse d'accuser le parti au pouvoir d'avoir un « agenda caché » islamiste, s'est contentée de critiquer la forme, reprochant à M. Erdoğan de n'avoir pas eu un comportement très digne dans un cercle diplomatique.



Laurent Mallet est maître de conférences associé à l'Université de Galatasaray, Istanbul.

Si le clash de Davos s'insère dans la campagne électorale en offrant une réponse à l'opinion publique turque¹, très remontée contre Israël après l'opération « plomb durci » à Gaza en décembre 2008 – janvier 2009, cette sortie est également le point d'orgue d'une série de critiques musclées du régime turc envers l'État hébreu. Même si on a enregistré ces dernières années plusieurs périodes de tensions entre la Turquie et Israël², pour de nombreux commentateurs « le clash de Davos » a été perçu comme un point de non-retour dans la dégradation de la relation entre les deux pays. Afin de comprendre la signification des événements actuels et les fondements de cette relation particulière, il est nécessaire de la concevoir dans sa profondeur historique.

Le rapprochement turco-israélien : un mariage de convenance

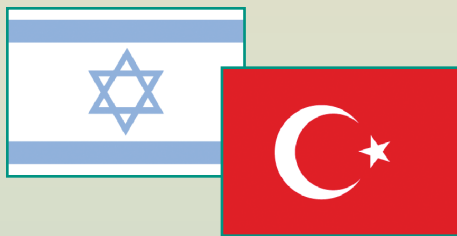
Un spectaculaire rapprochement entre la Turquie et Israël s'est opéré en 1991-1992, à l'occasion des festivités organisées pour le 500^e anniversaire de « l'Accueil par l'Empire ottoman des Juifs expulsés d'Espagne ». Il s'est traduit par la signature d'accords économiques, le développement du commerce bilatéral et des échanges culturels et sportifs, et par de multiples voyages officiels fortement médiatisés. En quelques années, les deux pays ont développé un partenariat qui va bien au-delà d'une relation normale

entre deux pays voisins partageant des valeurs communes. Cette exceptionnalité prend la forme d'accords militaires, dont les deux principaux sont signés en 1996. Pour Ankara, il s'agit d'accroître la pression (théorisée sous le concept de « diplomatie coercitive ») sur la Syrie, qui sert alors de base-arrière à l'insurrection kurde, perdurant dans le sud-est du pays depuis 1984. Certes, il s'agit d'une entente et non pas d'une alliance, c'est-à-dire qu'elle ne prévoit pas l'automatisme de l'implication de l'autre en cas de conflit avec un tiers. Mais en organisant des manœuvres communes et en permettant à l'aviation israélienne d'opérer sur les

1. Lors des élections municipales de mars 2009, l'AKP au pouvoir aurait bénéficié d'un « effet Davos » de l'ordre de 5 à 10 % des voix.
2. Comme, par exemple, au cours de la « Guerre de Juillet » de 2006 entre Tsahal et le Hezbollah libanais. Cf. Laurent Mallet, « La crise libanaise vue de Turquie », *Hérodote*, n° 124, 2007, pp. 51-68.

frontières de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran, la Turquie s'attire les critiques des pays visés. Et ce d'autant plus que l'armée turque développe des partenariats avec Israël dans le but de moderniser ses équipements et d'acquérir de nouvelles compétences militaro-industrielles.

Ce rapprochement peu commun a été justifié par la proximité politique entre les deux États. Alors qu'Israël est un allié privilégié des États-Unis, la Turquie est membre de l'OTAN et les deux pays sont les deux seuls de la région à avoir à la fois un régime démocratique (insiste Jérusalem) ou encore laïc (souligne Ankara). Les deux administrations mettent alors en scène la longue amitié – largement légendaire – entre le peuple juif et le peuple turc, soulignant aussi bien l'accueil en 1492 des Juifs expulsés d'Espagne par les Ottomans, que celui des savants juifs allemands par la République de Turquie dans les années 1930.



Drapeaux israélien et turc

La relation avec Israël comme objet de politique interne turque

Très vite cependant ce partenariat a des répercussions sur la politique intérieure turque. En 1996, le leader islamiste Necmettin Erbakan accède au poste de Premier ministre après une campagne électorale au cours de laquelle il n'avait eu de cesse d'affirmer que voter pour lui «c'était voter contre les Arméniens et les Juifs», et que la première action de son gouvernement serait d'interrompre les négociations avec Israël. Les militaires ne l'entendirent toutefois pas de cette oreille, et ils tracèrent rapidement une ligne rouge à ne pas dépasser. Ainsi que l'écrit le G^{al} Çevik Bir, qui fut le relais de l'armée et le signataire des accords de coopération entre les deux pays : «D'après les clauses du système constitutionnel en vigueur en Turquie, les militaires sont en charge de la protection de la légalité républicaine et séculière de Kemal Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne. L'armée signifia clairement à Erbakan

*qu'elle ne resterait pas à ne rien faire en regardant la Turquie revenir à l'islam ou autorisant la mise en péril des relations militaires turco-israéliennes. (...)»*³.

Présentées comme naturelles et inscrites dans la continuité, les bonnes relations entre les deux pays n'ont pourtant pas été la règle depuis la création de l'État hébreu. Ce dernier espérait en fait depuis les années 1950 voir se mettre en place un partenariat stratégique sur le modèle de celui développé avec l'Iran du Shah. Le partenariat avec la Turquie présente alors de nombreux avantages pour Israël : le pays est à la fois frontalier de l'Irak (pays considéré jusqu'aux années 1990 comme le principal danger pour Israël), doté d'une armée réputée puissante et allié fidèle des États-Unis, et s'inscrivait dans la logique de la «stratégie périphérique»⁴. En revanche, Ankara a changé de cap dans sa relation avec Israël au fil des années. Si le régime turc se plaît depuis les années 1990 à souligner que la Turquie fut le premier pays musulman à reconnaître Israël, dans les années 1950, on insistait sur le fait que la Turquie était le *dernier* pays de l'alliance occidentale à franchir le pas... En 1947, Ankara a d'ailleurs voté contre le plan de partage de la Palestine : non pas au nom d'une hypothétique solidarité musulmane, comme l'ont cru alors nombre d'observateurs, mais dans une logique de réaction face à un mouvement sioniste, perçu comme avant tout d'obédience communiste. En effet, face aux menaces explicites de Staline, la Turquie adopta une politique d'anti-communisme viscéral. Cette menace servait aussi à convaincre Washington de la nécessité de l'inclure dans l'alliance occidentale. Pour cela Ankara donna tous les gages nécessaires, dont une participation remarquée à la guerre de Corée et la reconnaissance *de facto* d'Israël en 1949, puis *de jure* l'année suivante.

La méfiance d'Ankara perdura cependant jusqu'en 1953, moment où Israël se range franchement dans le camp occidental. Il y eut même une courte période de rapprochement entre les deux États sur fond d'anti-nassérisme dans la seconde moitié des années 1950. Mais tout cela reste discret : la Turquie a, dit-on alors, une maîtresse (Israël) avec laquelle elle

aime être, mais elle a une vingtaine d'épouses (les États arabes) qu'elle doit ménager... Cela n'empêchera pas Ankara, en 1956, d'applaudir l'opération menée par la Grande-Bretagne, la France et Israël à Suez en réaction à la nationalisation du Canal par le régime égyptien avant de faire marche arrière après la condamnation de cette équipée par Washington.

Présentées comme naturelles et inscrites dans la continuité, les bonnes relations entre les deux pays n'ont pourtant pas été la règle depuis la création de l'État hébreu.

Toutefois, dans les années 1960 et 1970, la Turquie prend progressivement ses distances vis-à-vis d'Israël, essentiellement dans le but de s'attirer les bonnes grâces du monde arabe, dont elle espère le soutien dans le dossier chypriote. La Turquie se range ainsi aux côtés des plus farouches détracteurs de l'État hébreu, signant la plupart des résolutions des Nations Unies condamnant Israël, y compris la résolution 3379 de 1975 affirmant que «le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale».

La donne change encore à la fin des années 1980. L'échec de la politique arabe de la Turquie est alors confirmé : l'Égypte, qui a fait la paix avec Israël, est finalement réintégrée dans le monde arabe, et le processus de paix avec les Palestiniens fait des progrès. Cette évolution en dents de scie de l'attitude turque par rapport à l'État hébreu est associée à l'absence d'une véritable «politique israélienne». La relation avec Israël est en effet généralement instrumentalisée à des fins indirectes, comme une sorte de curseur déplacé par Ankara au fil de ses intérêts vis-à-vis des États-Unis et du monde arabe.

3. Çevik BİR et Martin SHERMAN, « Formula for Stability : Turkey Plus Israel », *The Middle East Quarterly*, vol. IX, n° 4, 2002, p. 27.

4. La « stratégie périphérique » mise en place par Israël vise à chercher l'appui des États ou des organisations non musulmanes et/ou non arabes situés dans ou en périphérie du monde arabe.



Carte du Moyen-Orient, University of Texas libraries
www.lib.utexas.edu/maps

Un échange de bons procédés qui tire peut-être à sa fin

Certes, cette entente avec Israël a permis à la Turquie d'augmenter la pression sur la Syrie, qui a finalement abandonné sa politique de soutien à la rébellion kurde à partir de 1999. L'armée turque a également bénéficié du savoir-faire israélien et de transferts de technologie. Cependant, pour les responsables turcs, à commencer par le Président Turgut Özal qui avait initié le partenariat avec Israël au début des années 1990, l'essentiel n'est pas là. Ankara souhaite obtenir par Jérusalem le soutien des lobbies juifs au Congrès des États-Unis, où la Turquie à mauvaise presse. « *Les Turcs* », écrit l'historien Amikam Nachmani, « *croient profondément – et les Israéliens ne sont pas particulièrement anxieux de les détromper – que le lobby juif aux États-Unis pourrait aider à promouvoir les intérêts turcs dans ce pays* »⁵. L'ancien ambassadeur d'Israël en Turquie, Zvi Epeleg, est plus ironique en déclarant : « *il n'est pas inutile que les Turcs croient aux protocoles des sages de Sion et aux autres théories de la conspiration de nature antisémite, cela leur laisse penser qu'Israël est doté de vastes pouvoirs* »⁶.

Cette dimension est généralement négligée dans les analyses des relations turco-israéliennes, perçues le plus souvent comme un mécano stratégique moyen-oriental. Pourtant, elle est centrale aux yeux d'Ankara. Pendant la Guerre froide, l'importance stratégique de la Turquie faisait en sorte que ce pays avait toujours l'oreille des États-Unis ou tout au moins du Pentagone et du Département d'État. Pourtant, le pays continuait d'avoir mauvaise presse au Congrès, en particulier à la suite des crises chypriotes. À partir des années 1980, avec la montée en puissance de la question de la reconnaissance du génocide arménien et du problème kurde, l'image de la Turquie s'est en effet rapidement dégradée. Dans ce contexte, développer d'excellentes relations avec Israël permettait de jouer une carte sensible dans l'imaginaire des Occidentaux en mettant en scène une tradition philosémite sans tâche⁷. Qui plus est, la question du génocide arménien se télescope avec celle de l'unicité du génocide juif, débat qui anime Israël et la diaspora dès la fin des années 1980 et qui conduit Israël à être

le seul État, autre que la Turquie, à s'être officiellement positionné contre l'usage du terme « génocide » pour qualifier les massacres de 1915-1916.

Enfin, la relation avec Israël reste dans la vie politique turque un enjeu majeur. En prenant le contre-pied de Necmettin Erbakan, le leader islamiste des années 1990, Recep Tayyip Erdoğan s'est attaché, dès son accession au pouvoir en 2002, à montrer une attitude positive envers Israël et la poursuite des relations entre les deux États. C'est d'ailleurs en se dégageant des positions « culturelles » des islamistes de la génération précédente que le parti de M. Erdoğan a pu accéder et se maintenir au pouvoir. Dès lors, le maintien de bonnes relations avec Israël permet aussi à son mouvement politique, toujours soupçonné d'être réactionnaire, de souligner son attachement à une « modernité » démocratique et occidentale. Avec la seconde *Intifada* et l'hostilité grandissante des Turcs envers la politique israélienne, le gouvernement mène une politique assez fine de bons offices, mettant à profit les bonnes relations avec Israël et celles développées avec le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais et, depuis 1999-2000, la Syrie, pour jouer les médiateurs.

Toutefois, avec la nouvelle orientation de la politique américaine au Moyen-Orient, une nouvelle donne semble se dessiner. Israël, en particulier avec le nouveau gouvernement Netanyahu, n'a manifestement plus la même influence à Washington alors qu'à l'inverse, la Turquie retrouve aux yeux des États-Unis de nombreuses qualités, qui tiennent essentiellement au fait que ce pays est à la fois démocratique, pro-occidental, candidat à l'Union européenne, laïque tout en étant musulman, et témoigne ainsi d'une cohabitation possible entre l'Occident et le monde musulman. D'un point de vue régional, la préoccupation turque par rapport à la stabilité de ses frontières est par ailleurs globalement en phase avec la nouvelle stratégie développée par les États-Unis. Pour toutes ces raisons, Ankara n'a plus autant besoin d'être relayé à Washington, sauf, sans doute, sur la question arménienne.

5. Amikam NACHMANI, *Israel, Turkey and Greece : uneasy in the East Mediterranean*, Londres, Frank Cass, 1987, p. 8.

6. *Ha'aretz*, 30 septembre 1997.

7. Peter NOVIK, *L'holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, NRF, 2001, 432 p.

Pour en savoir plus

NACHMANI, Amikam, *Israel, Turkey and Greece: Uneasy in the East Mediterranean*, Londres, Frank Cass, 1987, 130 p. (Un livre ancien mais très précieux : l'auteur a scrupuleusement étudié les archives de la première légation israélienne en Turquie.)

RUBIN, Barry et KIRISCI, Kemal, *Turkey in World Politics: An Emerging Multinational Power*, Lynne Rienner Publishers, 2001, 270 p.

MALLET, Laurent, *La Turquie, les Turcs et les Juifs : Histoire, Discours, Représentations et Stratégies*, Istanbul, ISIS, 2008, 614 p.

Saviez-vous que ?

- La Turquie est l'un des rares pays musulmans à avoir une communauté juive. Celle-ci est forte de 20 à 25 000 personnes concentrées essentiellement à Istanbul. Essentiellement sépharades, les Juifs de Turquie sont les descendants des Juifs d'Espagne ayant rejoint l'Empire ottoman après l'Expulsion de 1492 et des Romaniotes (Juifs de Byzance) « conquis » par les Ottomans.
- En 1992, alors que dans de nombreux pays on célébrait le 500^e anniversaire de l'expulsion des Juifs d'Espagne, la communauté juive de Turquie célébrait « 500 ans de vie paisible en terres turques des Juifs expulsés d'Espagne en 1492 ».
- La Turquie est depuis une dizaine d'années une destination privilégiée pour les touristes israéliens (plus de 550 000 touristes en 2008). Après « l'incident de Davos » du 29 janvier 2009 entre MM. Erdoğan et Peres, la fréquentation israélienne a diminué de 60 % (pour le premier semestre 2009).

Activités publiques organisées par les HEI

Jeudi
15 octobre
et
Vendredi
16 octobre
2009

Colloque sur la gouvernance de l'eau dans les Amériques

Organisé par l'Observatoire de recherches internationales sur l'eau (ORIE), le Centre d'études interaméricaines (CEI), et l'Institut Hydro-Québec en Environnement, développement et société (EDS) en collaboration avec l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI)

Pavillon Alphonse-Desjardins, Salle Hydro-Québec et le Grand Salon de l'Université Laval

9 h à 17 h

Mardi
10 novembre
2009

Grande Conférence

Présentée par l'Institut québécois des hautes études internationales et la Faculté de droit de l'Université Laval

Philippe Kirsch, fondateur de la Cour pénale internationale

Développement et défis de la justice pénale internationale

Le Cercle, au 4^e étage du Pavillon Alphonse Desjardins de l'Université Laval

11 h 30 à 13 h

Pour plus d'information sur ces activités contactez le Programme Paix et sécurité internationales à l'adresse suivante : psi@hei.ulaval.ca

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne sauraient être attribuées au Programme Paix et sécurité internationales, à l'Institut québécois des hautes études internationales ou aux personnes responsables de la publication de Sécurité Mondiale.

The opinions expressed in this paper belong solely to the author and are not to be attributed to the Programme Paix et sécurité internationales, the Institut québécois des hautes études internationales or the persons in charge of the Sécurité Mondiale publication.

Sécurité mondiale

► Rédactrice par intérim : Professeure Aurélie Campana

► Rédactrice adjointe : Kathia Légaré

► Publiée par : Le Programme Paix et sécurité internationales
Directeur : Gérard Hervouet

Institut québécois des hautes études internationales (HEI), Université Laval

► Supervision éditoriale : Claude Basset

► Conception et réalisation graphique : Alphatek

Le bulletin Sécurité mondiale est accessible sur Internet à l'adresse suivante : www.psi.ulaval.ca
Pour informations : (418) 656-7771